ING : hold-up sur l’emploi et les petits clients

A l’échelle internationale, ING a annoncé la suppression de 7000 emplois. Pour la seule Belgique, la note est salée, puisque pas moins de 3500 emplois vont passer à la trappe. A ces chiffres s’ajoutent ceux de quelques autres banques et assurances qui ont annoncé des plans sociaux et à Caterpillar, qui veut purement et simplement fermer le site de Gosselies.

La Belgique vit actuellement un bain de sang social, qui s’ajoute à une austérité sans fin, imposée par le gouvernement le plus néo-libéral de l’après-guerre. Ces licenciements ont en commun qu’ils ne surviennent pas dans des entreprises en difficultés. Les bénéfices d’ING comme ceux de Caterpillar sont confortables à l’échelle locale et imposants sur le plan mondial.

Sur les 10 dernières années, ING Belgique a réalisé presque 11 milliards de bénéfices et reversé 7,2 milliards à ses actionnaires. En outre, elle a bénéficié d’une réduction d’impôts de 1,9 milliards d’euros grâce au système des intérêts notionnels, une spécialité belge qui permet aux entreprise de déduire de leurs impôts les intérêts qu’elles n’ont pas payés mais qu’elles auraient payés, si elles avaient emprunté pour réaliser leurs investissements. Le surréalisme se manifeste également en matière fiscale. Autre chiffre frappant : en moyenne, chaque employé d’ING Belgique a généré 100 000 euros de bénéfices, qui sont donc allés directement dans la poche des actionnaires.

Merci Patron!

Nous sommes donc face à un capitalisme prédateur d’une férocité rarement atteinte. Le sauvetage des banques a été vite oublié et les banksters d’aujourd’hui n’ont aucune

retenue pour mordre la main qui les a sauvés du précipice, lorsqu'ils étaient sur le point d'y sombrer. Car c'est toute la population qui a « cotisé » pour leur sauver la mise. Aujourd'hui, ils entendent bien retourner à leurs bonnes vieilles habitudes, au plus grand mépris de leurs petits clients et de leurs employés.

Ils essayent en plus de justifier leur politique en évoquant les conséquences de la digitalisation. Il faut dénoncer cette imposture. La digitalisation est une tendance générale qui est à l'œuvre depuis plusieurs années et qui réduit sensiblement la charge de travail aux guichets. Mais il y a toujours des opérations qui ne se feront jamais à distance et qui nécessitent un contact humain entre le banquier et ses clients. La digitalisation pourrait être facilement « digérée » en réduisant le temps de travail sans perte de salaire.

Une banque réservée aux riches

Ce qui se joue n'est pas simplement la conséquence d'une évolution technologique inéluctable, il s'agit d'un choix délibéré de changer le métier de la banque en profondeur. Le rôle traditionnel d'une banque est de collecter l'épargne de la population pour alimenter l'investissement. Il s'agit d'une fonction importante dans l'économie.

Aujourd'hui, ING veut changer de métier : elle veut se concentrer sur les ménages fortunés et les gros investisseurs. Créer une sorte de club « select » pour les riches. Si vous êtes un simple salarié et que vous désirez financer l'achat d'un appartement modeste, passez votre chemin. Pour une petite voiture, allez voir ailleurs. Si vous êtes chômeur, pendez-vous avant que les taux d'intérêt sur les cordes ne remontent !

Le nouveau modèle d'ING va pousser des milliers de clients vers la porte, après avoir viré les employés. Le carnage social sera viral. Mais ce n'est pas à cause de la

digitalisation, c’est à cause d’une stratégie ultra-capitaliste mortifère.

Ce qui est le plus choquant, au-delà de l’arrogance patronale, c’est que le gouvernement ne tire aucune leçon de ce qui est en train de se passer. Oubliés les grands discours de 2008 sur la Finance qu’on allait mettre au pas, oubliée l’indispensable régulation du secteur financier. Et qui oserait encore rêver qu’on pourrait mettre un terme à la toute-puissance de l’argent. Pourtant, rappelez-vous, c’était dans toutes les bouches en 2008. Aujourd’hui, c’est fini. Qui plus est, le gouvernement belge justifie depuis des décennies les très gros cadeaux fiscaux offerts aux multinationales en évoquant d’hypothétiques effets positifs sur l’emploi. Personne n’a jamais vu la couleur de ces emplois, mais par contre, le trou dans le budget de l’Etat se creuse d’année en année, et ce sont toujours les mêmes qui sont invités à le combler.

Socialisme ou barbarie

Que faire ? La négociation avec ce type de patrons est une voie sans issue. Ils sont capables de lâcher un peu de lest pour calmer les gens durant quelques mois, et reprendront l’offensive par la suite. La seule réponse à la hauteur de cette agression serait de nationaliser la banque et de la placer sous le contrôle de ses employés. Idéalement, tout le secteur devrait suivre le même chemin. C’est uniquement de cette manière que la banque pourra faire son vrai métier au service de la population et de l’économie productive. L’Etat aura également la possibilité d’orienter les investissements vers les priorités vitales pour la population et vers des modes de production plus sûrs pour l’environnement et la santé. Oui, cela ressemble un peu au socialisme. Et cela nous éloignerait beaucoup de la barbarie qui monte. Il est temps. Grand temps.